



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les collectivités désertent le sommet de Rio



Rio est beaucoup trop cher pour les collectivités

Jean Pierre Gonguet

Le sommet de la terre de Rio, du 13 au 20 juin, devrait être celui des collectivités locales : plus que les Etats ce sont elles qui mettent en œuvre les politiques de développement durable et les Agendas 21. Mais celles-ci, effrayées par le coût exorbitant des voyages et des hôtels de Rio, déçues par l'absence des chefs d'Etat et, surtout, énervées, malgré leurs multiples demandes depuis le sommet de Johannesburg il y a 10 ans de rester d'éternels figurantes non accréditées aux sommets des Etats, elles se désistent en nombre et se font rembourser leurs billets. Seules les collectivités qui ont vraiment investi le dossier du développement durable (Nord Pas de Calais ou Pays de Loire) ont encore un intérêt à fréquenter le grand show écolo de l'ONU. Les autres, de l'Île de France à Rhône Alpes, n'ont plus envie d'afficher les dépenses somptuaires entraînées par ce sommet

Le Bureau exécutif de la «United Cities and Local Governments» vient d'être annulé. L'information n'aurait guère d'intérêt si ce Bureau exécutif ne regroupait 600 élus des Grandes Villes de 136 pays et qu'il devait avoir lieu à Rio le 17 juin en plein milieu du Sommet de la Terre de l'ONU, devant les caméras du monde entier. Souci : les hôtels à Rio sont tellement chers, les avions tellement pleins à craquer que la plupart des élus n'ont pas pu se payer le voyage. Jean Paul Bachy, président de la région Champagne Ardennes, avait son billet en poche, mais il n'a pu trouver que des chambres d'hôtel à 500 euros la nuit. « C'est une énorme boulette de la ville de Rio, explique Maryse Dusselier qui devait elle aussi partir à Rio avant que l'Association des Régions n'annule aussi son billet. Le dispositif de Rio+20 nous obligeait à passer par la ville de Rio pour réserver et là, les prix ont explosé. C'est totalement inadmissible! ». Rio attend 40 000 personnes pour le sommet et visiblement a décidé de rentabiliser le sommet.

Le Danemark sauve Schwarzenegger du sac de couchage sur la plage de Copacabana

Arnold Schwarzenegger, tout président fondateur du R20 qu'il est (les 20 grandes régions du monde pour le Climat), se prépare à coucher sur la plage de Copacabana il y a encore 10 jours. Mais il a trouvé un biais avec le gouvernement danois : ce dernier avait comme les autres gouvernements réservé depuis le longtemps billets et hôtels. Mais vu le prix demandé les élus danois ont commencé à se décommander. Et le gouvernement danois a revendu et Arnold Schwarzenegger a fait les soldes. Comme d'ailleurs Michelle Sabban présidente de ce R20 mais également de l'Association des Régions d'Europe et vice présidente du Conseil régional d'Ile de France. Et elle va avoir les trois casquettes à Rio. Comme Jean Paul Huchon a décidé lui aussi de ne pas bouger et de ne pas dépenser l'argent du contribuable, et comme les écologistes du conseil régional ne sont pas battus pour y aller, il n'y aura personne de l'Ile de France, hormis Michelle Sabban qui y allait pour d'autres raisons. Mais un autre président de Région fait mieux qu'elle : Jacques Auxiette a 4 casquettes. Il y va comme président des Pays de Loire (avec une délégation de 15 personnes, dont 5 lycéens), comme porte parole du club France Rio+20, comme porte parole de l'Association des Régions de France, et, en prime, comme membre de la délégation officielle française.

30 chtis mais pas d'Alsacien !

Certaines régions n'enverront personne. L'Alsace par exemple. Comme le dit Andrée Buchmann, conseillère régionale et vice présidente EELV de la communauté urbaine de Strasbourg : « Si c'est juste un aller-retour pour aller à Rio, c'est cher et ça ne vaut pas le déplacement. Le voyage ne se justifie que si on utilise le sommet de Rio comme un levier, au service d'une démarche entreprise en amont, deux mois en avance, avec les habitants et les associations. Dans ce cas, Rio sera un bon levier pour faire évoluer les politiques locales. Au retour, les délégations devront effectuer un travail de restitution à ces mêmes partenaires locaux. La démarche des lillois est exemplaire ». Car les gens du Nord Pas de Calais, eux, y vont en force : 30 personnes, pas moins. Mais nous y «travaillons depuis un an, explique Myriam Cau, vice présidente du Conseil régional en charge du développement durable. Nous étions à Johannesburg, et nous devons faire le bilan dix ans après. Le Nord Pas de Calais c'est le modèle par excellence du développement non durable. Nous sommes à la traine dans tous les indices. Nous

avons absolument besoin de Rio+20 pour médiatiser nos actions. Nous allons faire maintenant des «mini-Rio» dans le Nord Pas de Calais tous les deux ans». Depuis un an Myriam Cau travaille et fait travailler les élus, les industriels et les associations de la Région sur le développement durable. Aller à Rio a un sens pour Myriam Cau.

9000 euros la semaine pour faire de la figuration

En revanche cela n'en a aucun pour les collectivités qui doivent payer 9000 euros la semaine pour aller faire de la figuration (c'est le prix demandé par le Comité 21 chargé de la logistique). A l'association des Grandes Villes de France seuls Michel Destot le maire de Grenoble et l'ancien maire d'Angers y vont. Alain Juppé qui a pourtant lancé le club France Rio+20 en tant que ministre des Affaires Etrangères n'y va pas, alors qu'il y était attendu en tant que maire de Bordeaux. Anne Hidalgo pour la mairie de Paris? Pas sur, personne n'a encore rien décidé ! Jean Jacques Queyranne, président de Rhône Alpes et chargé du développement durable ? C'est non. Bernard Soulage, son vice président ? Il vient de se faire rembourser son billet. Trop cher. L'Association des communes et régions d'Europe? Ils ont rencontré Jean Marc Ayrault et Nicole Bricq sur le dossier, mais ils n'ont pas les moyens d'aller à Rio. Seul le président, le maire de Stuttgart fera le voyage. Les départements français ? idem. Claudy Lebreton, le président de l'ADF, avait demandé à Alain Juppé que les collectivités soient associées à la délégation française et donc accréditées. Fin de non recevoir. «Le sommet de la terre c'est comme Avignon, il y a le in et le off, explique t il. Si on n'est pas accrédité, on est dans le off. Ça sert à rien, juste à s'échanger des cartes de visite. Si on est dans le sommet des Etats, accrédité, là on sert à quelque chose. Et, de toute façon, ce sont les collectivités qui mettent en œuvre le développement durable, pas les Etats. Donc tant que nous ne sommes pas dans la délégation, nous n'y allons pas ». Claudy Lebreton a fait la même demande à Laurent Fabius, mais il n'a toujours pas de réponse. Nicole Bricq, ministre de l'Ecologie, a promis d'essayer. Mais rien n'est joué.

Le réel problème ? Les collectivités qui devaient être au cœur de Rio+20 ont peur d'afficher les dépenses somptuaires de ce voyage. Seules celles qui ont investi le dossier du développement durable ont désormais une légitimité à y aller. Mais loin des paillettes de Rio. Le Nord Pas de Calais a ainsi un partenariat avec l'Etat du Minas Gerais. Les deux états miniers vont travailler ensemble sur « l'après mines ». Loin de Copacabana !